

Partie 1 Généralités**1.1 EXIGENCES CONNEXES**

- .1 Section 01 14 25 – Rapport de substances désignées.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail et règlements sur les chantiers de construction L.R.O. 1990, chap. 0.1, tel que modifié, et Règl. de l'Ontario 2B/91, tel que modifié.
- .2 CAN/CSA Z460-F13 - Maîtrise des énergies dangereuses: Cadenassage et autres méthodes. Se conformer aux méthodes de cadénassage et d'étiquetage prescrites dans la norme CSA Z460.
- .4 CSA Z462-F12, Sécurité en matière d'électricité au travail. Se conformer aux exigences en matière de santé et de sécurité prescrites dans la norme CSA Z462.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .2 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'œuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité ainsi que les procédures visant la gestion des situations dangereuses.
 - .3 Les fiches signalétiques pertinentes.
 - .4 Les autres mesures de sécurité au travail comme :
 - .1 le plan de communication;
 - .2 les numéros des personnes-ressources;
 - .3 les procédures d'urgence;
 - .4 la protection du public.
 - .5 l'utilisation du matériel de protection individuelle.
 - .6 le nom des employés et superviseurs sur le chantier.
 - .7 la documentation (copie) attestant la formation de tous les travailleurs retenus pour l'exécution des présents travaux.
 - .5 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'approbation. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
 - .6 L'Entrepreneur ne doit pas entreprendre les travaux ou des parties de travaux sans avoir obtenu l'autorisation écrite du Représentant du Ministère confirmant l'acceptation du plan de santé et de sécurité. Le constructeur doit soumettre deux

(2) reliures complètes concernant la santé et la sécurité.

- .3 Soumettre, à toutes les semaines, trois (3) exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur au Représentant du Ministère
- .4 Soumettre les Listes de contrôle - Sécurité en construction une fois celles-ci remplies.
- .5 Soumettre les renseignements et exigences concernant la formation du personnel, à savoir :
 - .1 le nom des membres du personnel et de leurs remplaçants responsables de la santé et de la sécurité sur le chantier, ainsi que la liste des risques posés par le chantier et l'utilisation de l'équipement de protection individuelle.
- .6 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral et provincial.
- .7 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .8 Soumettre au Représentant du Ministère les fiches signalétiques (FS) conformes au SIMDUT.
- .9 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les sept (7) jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère au plus tard sept (7) jours après réception des observations du Représentant du Ministère.
- .10 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .11 Surveillance médicale : Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.

1.4 PERMIS

- .1 Avant le début des travaux, obtenir le permis de bâtir et/ou tout autre permis pertinent relié au projet.

1.5 PRODUCTION D'AVIS

- .1 Avant le début des travaux, soumettre l'Avis de projet aux autorités provinciales appropriées.

1.6 ÉVALUATION DES RISQUES

- .1 Faire une évaluation des risques pour la sécurité présents sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.7 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant du Ministère avant de commencer les travaux, et en assurer la direction.

1.8 EXIGENCES DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales. Se conformer aux règlements et normes prescrits pour que les travaux impliquant des matériaux dangereux ou toxiques se fassent en toute sécurité. Se reporter à la section 01 14 25 – Rapport de substances désignées.

1.9 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.10 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances et les règlements provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.11 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail et aux règlements sur les chantiers de construction.
- .2 Se conformer à la norme « Sécurité en matière d'électricité au travail ».

1.12 RISQUES IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.13 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le Représentant du Ministère.

1.14 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.15 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs est interdit.

1.16 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 L'utilisation de dispositifs à cartouches est interdite.

1.17 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

Partie 2 Produits**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION